



**GROUPEMENT
HOSPITALIER
DE TERRITOIRE**
LOIRE ATLANTIQUE

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES
CCAP**

PROCEDURE N°AOO N° 24108

MARCHE DE FOURNITURE

**OBJET : CREATION D'UNE NOUVELLE ZONE DE TRAITEMENT DU LINGE SALE
(2 LOTS)**

POUVOIR ADJUDICATEUR :

CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANTES
(ETABLISSEMENT SUPPORT DU GHT44)
IMMEUBLE DEURBROUCQ - 5, ALLEE GLORIETTE
44093 – NANTES CEDEX

Marché public passé selon une procédure appel d'offres ouvert en vertu des articles L2124-1, R.2124-2 1° et R.2161-2 à R.2161-5 du Code de la commande publique

Préambule GHT

LE GROUPEMENT HOSPITALIER DE TERRITOIRE DE LOIRE-ATLANTIQUE (G.H.T. 44) :

La Loi de modernisation du système de santé du 26 janvier 2016 a mis en place un dispositif obligatoire de coopération et de mutualisation entre les établissements publics de santé qui a conduit à la création le 1^{er} juillet 2016 du **GROUPEMENT HOSPITALIER DE TERRITOIRE DE LOIRE-ATLANTIQUE**, dénommé ci-après **GHT 44**.

Le GHT 44 est composé des 13 établissements suivants : CHU Nantes, désigné établissement support du GHT, CH Saint-Nazaire, CH Châteaubriant-Nozay-Pouancé (Châteaubriant), HI de la Presqu'île (Guérande), HI Sèvre et Loire (Vertou), HI du Pays de Retz (Pornic), EPSYLAN (Blain), CH Erdre et Loire (Ancenis), CH Georges Daumézou (Bouguenais), CH Savenay, Hôpital Bel Air (Corcoué-sur-Logne), CH Pierre Delaroche (Clisson), CH Maubreuil (Saint Herblain).

Le CHU de Nantes, en tant qu'établissement support assure pour le compte des établissements parties du GHT, la responsabilité de la fonction achat. Il est ainsi chargé de la politique, de la planification, de la stratégie d'achat et du contrôle de gestion des achats pour ce qui concerne l'ensemble des marchés publics et de leurs avenants.

En outre, par convention constitutive de groupement de commandes, il a été décidé d'associer à la démarche de mutualisation des achats du GHT44 conduite par le CHU de Nantes, les structures de coopération suivantes dont les établissements du GHT44 sont membres : GCS PUI Cité Sanitaire (Saint Nazaire), GCS de Moyens Cité Sanitaire (Saint Nazaire), GCS Pôle de réadaptation Maubreuil et la Tourmaline et GCS du Pays de Retz (Pornic).

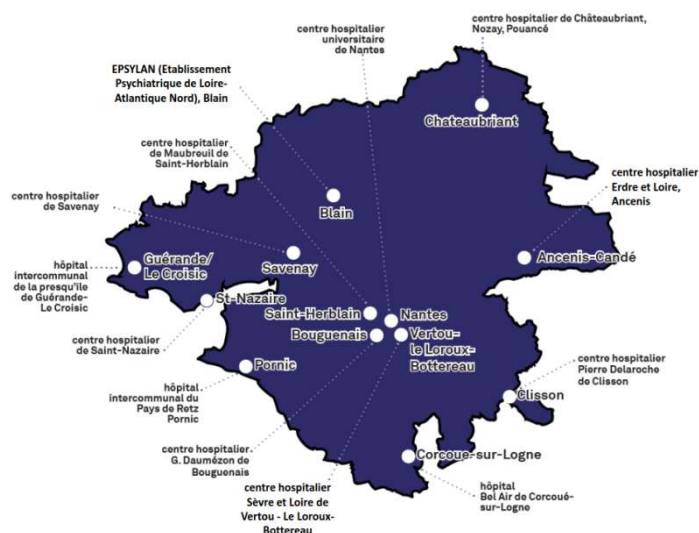
Répartition des compétences :

En phase de passation du marché public, le CHU de Nantes constitue l'interlocuteur unique des opérateurs économiques. Il assure la procédure de passation et la signature du marché public pour l'ensemble des établissements du GHT44 et pour les structures associées.

En phase d'exécution du marché :

- Le CHU de Nantes assure la gestion contractuelle du marché (prise en charge des modifications du marché, décision de reconduction ou non reconduction, résiliation du marché) en concertation le cas échéant avec les autres membres ;

- Les établissements membres du GHT44 et les structures associées assurent, chacun pour la part du marché public qui les concerne, l'exécution financière du marché public (émission des bons de commande ou ordres de services, vérification et admission des prestations, applications des pénalités, règlement des factures, agrément des sous-traitants).



<i>PREAMBULE GHT</i>	2
1. <i>OBJET ET DESCRIPTION DU MARCHE</i>	4
2. <i>DUREE ET DELAIS D'EXECUTION</i>	4
3. <i>PIECES CONTRACTUELLES</i>	4
4. <i>MODALITES ET CONDITIONS D'EXECUTION DE LA PRESTATION</i>	5
5. <i>OPERATION DE VERIFICATION ET D'ADMISSION</i>	7
6. <i>GARANTIE</i>	9
7. <i>PRIX</i>	9
8. <i>MODALITE DE PAIEMENT ET FACTURATION ELECTRONIQUE</i>	9
9. <i>EVOLUTIONS TECHNOLOGIQUES, TECHNIQUES OU REGLEMENTAIRES</i>	11
10. <i>DEVOIR DE CONSEIL</i>	11
11. <i>PENALITES</i>	11
12. <i>ASSURANCE ET RESPONSABILITE</i>	12
13. <i>CONFIDENTIALITE</i>	12
14. <i>SOUS-TRAITANCE</i>	12
15. <i>AVANCE</i>	13
16. <i>RESILIATION</i>	13
17. <i>DIFFERENTS ET LITIGES</i>	13
18. <i>CLAUDE DE REEXAMEN</i>	13
19. <i>DEROGATION AU CCAG - FCS</i>	14

1. Objet et description du marché

1.1 Objet

Le marché a pour objet la création d'une nouvelle zone de traitement du linge sale avec la fourniture, l'installation et la mise en service d'équipements pour la Blanchisserie du GHT 44. Le marché concerne le CHU de Nantes.

1.2 Allotissement

Les prestations sont scindées en 2 lots :

- Lot 1 : Aménagement de la nouvelle zone de tri de linge sale – de la réception linge sale au transfert du linge trié vers la nappe sale.
- Lot 2 : Réhabilitation et extension du stockage de linge sale trié (phasage avec le lot 1) – réception du linge trié jusqu'à l'entrée du lavage.

1.3 Forme du marché

Pour chaque marché : marché ordinaire.

1.4 Forme des prix

Pour chaque lot, le marché est traité à prix global et forfaitaire.

2. Durée et délais d'exécution

2.1 Durée

Pour chaque lot, les marchés sont conclus pour une période allant de la date de notification du marché jusqu'à la sortie de garantie des équipements. Il n'est pas prévu de période de reconduction.

2.2 Délais d'exécution

Pour chaque lot, les délais de livraison et de mise en ordre de marche sont ceux indiqués par le titulaire dans l'annexe à l'acte d'engagement et sur lesquels le titulaire s'est engagé et dans la limite fixée à l'article 1.3 « informations communes aux lots 1& 2 » du CCTP. Le délai maximum de mise en ordre de marche (fourniture, livraison et installation) ne pourra excéder 12 mois à compter de la date de réception du bon de commande.

Le titulaire devra accuser réception du bon de commande afin de donner date certaine à la réception et déterminer la durée maximale de livraison par mail.

Si le titulaire a proposé des délais plus courts dans son offre, ceux-ci s'appliqueront.

Tout retard dans l'exécution des prestations fera l'objet de pénalités dans les conditions prévues à l'article 11 du présent C.C.A.P.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions prévues à l'article 13.3 du C.C.A.G.-F.C.S.

3. Pièces contractuelles

Pour chaque lot, le marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissant :

- L'acte d'engagement et ses annexes dont l'annexe financière, dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par voie d'avenant ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP n°AOO-24108) et son annexe « information livraison facturation » ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP n°AOO- 24108) et ses annexes ;
 - ANNEXE 1 : REHABILITATION BATIMENT

- ANNEXE 2 : SJ BLAN RC A JOUR 110322
 - ANNEXE 3 : SJ_BLANCHISSERIE_ARMATURES DALLE (BETAP) (COULEUR)
 - ANNEXE 4 : SJ_BLANCHISSERIE_ARMATURES DALLE (BETAP) (N&B)_115
 - ANNEXE 5 : SJ_BLANCHISSERIE_CHARPENTE
 - ANNEXE 6 : SJ_BLANCHISSERIE_COUPE_DETAIL_125
 - ANNEXE 7 : SJ_BLANCHISSERIE_COUPE_DETAIL_131
 - ANNEXE 8 : SJ_BLANCHISSERIE_COUPE_DETAIL_140
 - ANNEXE 9 : SJ_BLANCHISSERIE_FONDATIONS (BETAP) (COULEUR)
 - ANNEXE 10 : SJ_BLANCHISSERIE_FONDATIONS (BETAP) (N&B)_110
 - ANNEXE 11 : SJ_BLANCHISSERIE_FONDATIONS (BETAP)
 - ANNEXE 12 : SJ_BLANCHISSERIE_PH RDC_ZONE FILES AAB 5A7_121
 - ANNEXE 13 : EXTRAITS DU DOSSIER DOE DE LA ZONE DE LA BLANCHISSERIE IMPACTEE PAR LE PROJET (SERONT FOURNIS ULTERIEUREMENT)
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services (C.C.A.G.-F.C.S); arrêté du 30 mars 2021
 - L'offre technique du titulaire dont le questionnaire technique

Le C.C.A.G.-F.C.S. ne sera pas fourni par l'administration, il est réputé connu par le titulaire. Toute clause, portée dans les catalogues, tarifs du titulaire ou documentation quelconque et contraire aux dispositions des autres pièces constitutives, est réputée non écrite. Les conditions générales de vente du titulaire sont concernées par cette disposition. L'original de chacun de ces documents, conservés dans les archives du CHU de Nantes, fait seule foi. Par dérogation à l'article 4.2.1 du C.C.A.G.-F.C.S., la notification du marché ne comporte pas systématiquement les autres pièces constitutives de ce dernier.

4. Modalités et conditions d'exécution de la prestation

4.1 Modalité de commande des équipements

Pour chaque lot, les équipements objet du marché feront l'objet d'une commande préalable.

Les bons de commande précisent :

- La référence du marché concerné,
- Le n° du bon de commande
- La désignation de la fourniture,
- La quantité à livrer,
- Le lieu et la date de livraison
- Le code Chorus Pro
- L'adresse de facturation

Les fournitures doivent être conformes aux indications portées au C.C.T.P.

4.2 Lieu de livraison et horaires

Les équipements seront livrés aux lieux et horaires de livraison indiqués sur le bon de commande en ayant impérativement pris l'accord préalable du représentant du Pouvoir Adjudicateur.

4.3 Conditions de livraison

Les équipements seront livrés à destination franco de port et d'emballage dès le 1er euro.

Le déballage des matériels, l'évacuation des matériaux d'emballage seront pris en charge par des moyens propres au titulaire et restent sa propriété conformément à l'article 19.2 du C.C.A.G.-F.C.S.

Egalement et en vertu de l'article 20 du C.C.A.G.-F.C.S., le transport s'effectue sous la responsabilité du titulaire, jusqu'au lieu de livraison. Le conditionnement, le chargement, l'arrimage, le transport et le déchargement sont donc effectués sous sa responsabilité.

Chaque livraison (faite par le titulaire ou un transporteur) devra être accompagnée d'un bon de livraison mentionnant le numéro du bon de commande, qui devra être émargé par un représentant du Pouvoir Adjudicateur (cachet et signature originaux).

La livraison doit être accompagnée d'un récépissé à 3 feuillets autocopiants, au nom du transporteur indiquant le nombre de colis, leur poids total et leur destinataire et d'un bon de livraison, indiquant :

- La date d'expédition,
- Le lieu de livraison,
- La référence du marché,
- L'identification du fournisseur,
- La référence du produit (et pas seulement le code Article), en tout point identique à celle figurant sur l'offre de prix, sur la facture, et sur l'emballage du produit,
- La quantité livrée,
- Le n° de série,
- Les coordonnées du responsable de la commande.

L'attention du titulaire est attirée sur le fait que le CHU de Nantes dispose d'aires de stockage limité. En conséquence les phases de livraison, déballage, vérification, installation sur le site d'exploitation doivent s'effectuer suivant des étapes de stockage définies au préalable dans le planning d'exécution.

4.4 Obligations du titulaire

Dans un délai de 15 jours à compter de la notification du marché, le titulaire indique le nom et les coordonnées professionnelles de la personne chargée d'assurer l'exécution des prestations du présent marché. Ce responsable désigné par le titulaire est l'unique interlocuteur de l'établissement pendant toute la durée du marché : en cas d'empêchement ou de remplacement de ce responsable en cours d'exécution, le titulaire en avise sans délai le CHU de Nantes et lui indique les noms, coordonnées et références professionnelles du nouveau responsable. Le paiement des factures pourra être suspendu tant que l'établissement ne sera pas en possession des documents nécessaires.

Le titulaire devra justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la date de notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, ou à tout moment sur demande du pouvoir adjudicateur, d'une assurance garantissant sa responsabilité civile pour les dommages de toute nature causés aux biens et personnels du pouvoir adjudicateur, ainsi qu'aux tiers et à leurs biens :

- Par son personnel salarié,
- Par ses matériels,
- Du fait de l'exécution du marché avant et après admission des prestations.

Réunion de phasage

A la demande du responsable de la blanchisserie ou du responsable maintenance de l'établissement concerné, des réunions de phasage pourront avoir lieu avec l'ensemble des titulaires et de leurs sous-traitants impliqués dans le projet de réhabilitation.

Autres réunions

Le Titulaire et/ou l'établissement concerné organise(nt) également toutes réunions nécessaires à la bonne exécution du marché.

Le titulaire a l'obligation de participer à chacune des réunions prévues.

Chaque réunion à laquelle assiste le Titulaire donne lieu à un compte-rendu rédigé par lui et diffusé à l'établissement concerné dans les 5 jours calendaires suivants la réunion.

Les déplacements nécessaires et inhérents à la conduite de la présente mission ainsi que les réunions de travail, sont inclus dans le prix forfaitaire. Ce prix intègre, par ailleurs, tous les frais et charges, notamment les frais de personnels, les frais de transport, hébergement et restauration sur les différents sites de l'établissement concerné.

Difficultés de livraisons :

En cas d'impossibilité de livraison totale ou partielle, ou de modification de tout élément de la commande, le titulaire doit en aviser au préalable et sans délai l'émetteur de la commande. Celui-ci prend toutes dispositions nécessaires, dans l'intérêt du pouvoir adjudicateur, éventuellement :

- En acceptant de différer la livraison,
- En acceptant un produit de substitution proposé par le titulaire,
- En recherchant un produit de substitution,
- Voire en annulant la commande.

4.5 Modifications des conditions du marché en cours d'exécution

A l'initiative du pouvoir adjudicateur

Si l'évolution de la réglementation en vigueur impose une modification des protocoles, le marché peut être modifié pour tout ou partie, par voie d'avenant.

5. Opération de vérification et d'admission

5.1 CHU de Nantes

Les opérations de réception, vérification et admission sont placées sous la responsabilité du responsable de la Blanchisserie du CHU de Nantes ou son représentant. La présence du titulaire ou de son représentant pourra être exigée lors des opérations de vérification.

Les produits livrés doivent correspondre à la référence et à la quantité prévue par le présent marché. Les marchandises livrées sont vérifiées sommairement au moment de la livraison, par le réceptionnaire du CHU de Nantes, en qualité et en quantité de colis, par rapport à la quantité annoncée et effectivement livrée par le transporteur, en présence de ce dernier.

En cas de réception de marchandises endommagées ou de marchandises non conformes à la commande, les frais de reprise, de retour et de re-livraison sont à la charge du titulaire.

Ces obligations s'appliquent également à toute fourniture et prestation de remplacement ou de substitution.

Mise en ordre de marche (MOM)

La Mise en ordre de marche est prononcée lorsque l'ensemble des équipements est installé et en ordre de marche. Le titulaire notifiera au CHU de Nantes la mise en ordre de marche de l'équipement par un procès-verbal daté et signé des deux parties.

A l'issue de l'installation, le titulaire prendra à sa charge la visite de conformité par un organisme agréé et les éventuelles mises en conformité. La visite de conformité devra avoir lieu avant la signature du procès-verbal portant décision d'admission définitive.

La mise en ordre de marche comprend :

- La livraison et l'installation de l'équipement,
- La formation aux différents utilisateurs auxquels sont rattachés les équipements,

- La fourniture de l'ensemble des éléments annexes et accessoires
- La remise en état de toutes les détériorations causées lors de la mise en place et du montage de l'appareil,
- L'évacuation des déchets

Décision d'admission (DA)

Le CHU dispose d'un délai de 4 mois à compter de la signature de la MOM pour notifier au titulaire par écrit soit une décision d'admission positive (DA), soit une décision motivée d'ajournement ou de rejet.

Pendant cette période, les techniciens et référents du CHU procèdent aux tests et vérifications, en collaboration avec les représentants du titulaire qui disposent de cette même période pour procéder aux corrections des anomalies qui auraient été signalées par le CHU ou l'organisme certificateur.

L'admission ne sera effective que lorsque :

- Livraison conforme au bon de commande,
- Fournir les plans sous format DWG et PDF ;
- Certificat de marquage CE fourni,
- PV de contrôle de l'installation par un organisme agréé
- Toutes les réserves notifiées par l'organisme certificateur auront été levées ;
- Les éventuelles remarques émises par l'organisme certificateur traitées ;
- Tous les documents techniques et réglementaires en langue française auront été fournis ;
- La formation des opérateurs et des agents de la maintenance aura été assurée.

5.2 Autre

Ajournement

L'ajournement décale d'autant la réception définitive. Si le cumul des ajournements dépasse 2 mois, la blanchisserie du CHU de Nantes pourra mettre en place des pénalités.

En cas d'essais non concluants (production insuffisante, dysfonctionnement...) sur une période supérieure à 2 mois les équipements pourront être remplacés par des équipements satisfaisant.

En cas de d'ajournement, une nouvelle période de vérifications est déclenchée.

Réfaction

Lorsque le pouvoir adjudicateur estime que des prestations, sans être entièrement conformes aux stipulations du marché, peuvent néanmoins être admises en l'état, il peut les admettre avec refaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées. Cette décision doit être motivée. Elle ne peut être notifiée au titulaire qu'après qu'il a été mis à même de présenter ses observations.

Rejet

Lorsque le pouvoir adjudicateur estime que les prestations ne peuvent être admises en l'état, il en prononce le rejet partiel ou total. La décision de rejet doit être motivée. Elle ne peut être prise qu'après que le titulaire a été mis à même de présenter ses observations.

La décision d'admission vaut admission définitive. Elle entraîne le transfert de la propriété des équipements et déclenche la date de départ de la garantie.

6. Garantie

Les fournitures sont garanties contre tout vice de fabrication, défaut de matière, ou défaut de fonctionnement pendant le délai d'utilisation indiqué sur les emballages d'origine, à compter de la date d'admission définitive des fournitures ou prestations.

Par dérogation à l'article 33 du CCAG-FCS, le délai de garantie est de 2 ans minimum pour chacun des lots à compter de la notification de la décision d'admission définitive des équipements par le représentant du pouvoir adjudicateur.

Cette garantie engage le titulaire, pendant le délai fixé, à effectuer à ses frais, sur simple demande du représentant du pouvoir adjudicateur, toutes les réparations qui s'avèreraient nécessaires et à remplacer gratuitement toutes les pièces défectueuses. Cette garantie inclut également les frais de déplacements et les coûts de main d'œuvre.

Le titulaire devra obligatoirement prévoir la visite d'un technicien lors de l'admission définitive ainsi que le mois précédent la fin de garantie, au titre de la maintenance préventive et afin de garantir les niveaux de productivité annoncés dans son offre. A défaut de réalisation de la visite dans le mois précédent la fin de garantie, le délai de garantie sera prolongé jusqu'à l'exécution de la visite.

Le titulaire doit être mesure d'assurer une pérennité minimum de 10 ans en pièces détachées pour les matériels.

7. Prix

7.1 Forme des prix

Les prix de référence seront les prix globaux et forfaitaires nets hors taxes fixés à l'annexe financière à l'acte d'engagement du titulaire.

7.2 Contenu

En application de l'article 10.1.3. du C.C.A.G.- F.C.S., les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires, les frais de restauration et d'hébergement du personnel.

7.3 Révision

Les prix sont fermes pour la durée du marché.

8. Modalité de paiement et facturation électronique

8.1 Modalités de règlement : acomptes et règlements partiels définitifs

Les modalités de règlement applicables sont définies à l'article 11 du C.C.A.G.-F.C.S.

Pour l'ensemble des lots, les fournitures et prestations du présent marché seront réglées selon les modalités suivantes :

- 30% des sommes dues à la validation du bon de commande ;
- 50 % des sommes dues à la signature de la mise en ordre de marche ;

- 20 % des sommes dues à la signature de la décision d'admission définitive.

8.2 Délai de paiement

Le délai de paiement est de 50 jours maximum.

Le point de départ dudit délai est la date de réception de la demande de paiement ou de la date d'admission des prestations, si cette date est postérieure à la date de réception de la demande de paiements. Cette date est constatée par l'ordonnateur.

8.3 Présentation des factures

Outre les mentions légales, les factures établies par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct, comportent obligatoirement les mentions suivantes :

- La date d'émission de la facture ;
- La désignation du titulaire (*nom ou raison sociale, adresse complète, numéro de SIRET*)
- La désignation du destinataire de la facture (nom et numéro SIRET) avec l'indication du code d'identification du service en charge du paiement
- Le numéro de la facture : *numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries*
- Le numéro du marché
- En cas de marché exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, le numéro de l'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique ;
- La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- Le montant total de la facture et le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires

8.4 Transmission des demandes de paiement

Conformément à l'article L2192-1 du Code de la commande publique, le titulaire a l'obligation de transmettre ses factures sous forme électronique lorsque le contrat est conclu avec des personnes morales de droit public.

La transmission des factures, dans le cadre du présent marché, s'effectue obligatoirement, sur le portail de l'Etat CHORUS PRO. (<https://chorus-pro.gouv.fr>)

L'utilisation du portail public de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission.

Pour obtenir des informations sur CHORUS PRO, veuillez suivre le lien <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>

Afin d'assurer la bonne intégration de ces factures, les paramétrages du CHU de NANTES sont les suivants :

- ⇒ Le code Siret du CHU de Nantes : 26440013600471
L'établissement est identifié sur le portail comme « CHU NANTES »

- ⇒ Le code service « Hotelier_1 » OBLIGATOIREMENT. (NB : Cette information est mentionnée sur tous nos bons de commandes, dans la zone dédiée à l'adresse de facturation, sous la mention CHORUS PRO.)
- ⇒ Le numéro d'engagement (référence interne de notre commande) est obligatoire dès lors qu'un bon de commande est transmis en amont. Cette référence est alpha numérique, commençant par une ou deux lettres. EX : EB141352 ou I91532

9. Evolutions technologiques, techniques ou réglementaires

En cas d'évolution technologique, de changement de technique ou de référence, ou de modification de la réglementation en cours d'exécution du marché, le titulaire a la possibilité, après accord du pouvoir adjudicateur, de modifier ou remplacer les fournitures faisant l'objet du marché par des fournitures jugées plus performantes ou plus adaptées aux besoins, sans supplément de prix.

Dans ce cas, le titulaire est tenu de produire un justificatif indiquant que cette nouvelle référence se substitue à l'ancienne pour des raisons d'innovation technologique, de changement de technique ou de modification de la réglementation.

10. Devoir de conseil

Le titulaire est tenu à une obligation permanente de conseil et de mise en garde, relative aux matériels, logiciels et prestations fournies à l'acheteur. Dans ce cadre, le titulaire notifie notamment à l'acheteur toute information permettant d'améliorer le niveau de sécurité du matériel proposé et signale les difficultés et risques que certains choix peuvent entraîner.

Dans l'hypothèse où le titulaire ne respecte pas cette obligation, il ne peut se prévaloir d'une incohérence dans le marché pour s'exonérer de sa responsabilité.

11. Pénalités

Les pénalités sont cumulables et sont dues dès le 1er euro.

11.1 Pénalités pour retard à la livraison

Par dérogation à l'article 14.1.1. du C.C.A.G.-F.C.S., lorsque le délai contractuel de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, sans mise en demeure préalable, la pénalité suivante : 1000 € par jour ouvré de retard, limité à 20% du montant de la commande.

Les pénalités commencent à courir le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

11.2 Pénalités pour retard à la mise en ordre de marche

Par dérogation à l'article 14.1.1. du C.C.A.G.-F.C.S., lorsque le délai contractuel de mise en ordre de marche est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, sans mise en demeure préalable, la pénalité suivante : 1000 € par jour ouvré de retard.

Les pénalités commencent à courir le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

11.3 Pénalités pour retard à l'admission définitive

Par dérogation à l'article 14.1.1. du C.C.A.G.-F.C.S., lorsque le délai contractuel d'admission définitive est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, sans mise en demeure préalable, la pénalité suivante : 1000 € par jour ouvré de retard, limité à 20% du montant de la commande.

Les pénalités commencent à courir le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

11.4 Pénalités pour non-respect du délai de réparation pendant la garantie

En cas de retard de plus de 24 heures ouvrées pour un arrêt complet de l'équipement au cours de la période de garantie, le titulaire encourt une pénalité journalière de 1000 € HT par tranche de 24 heures ouvrables de retard à compter du moment où la panne a été déclarée au titulaire par mail.

En cas de retard de plus de 72 heures ouvrées pour une panne non bloquante au cours de la période de garantie, le titulaire encourt une pénalité journalière de 500 € HT par tranche de 24 heures ouvrées de retard à compter du moment où la panne a été déclarée au titulaire par mail.

12. Assurance et responsabilité

Tant que le matériel reste la propriété du titulaire, soit jusqu'à la décision d'admission définitive, le titulaire reste seul responsable de tous les dommages (corporels, matériels, immatériels...), résultant de l'exécution des prestations qui lui incombent, que ces dommages soient causés à des tiers ou à l'établissement concerné (biens et personnes).

Avant tout commencement d'exécution de la prestation et dans un délai de 15 jours à compter de la notification du marché, le titulaire doit justifier qu'il dispose d'un contrat d'assurance en cours de validité conformément aux dispositions de l'article 9 C.C.A.G.-F.C.S.

13. Confidentialité

Le titulaire est tenu au secret professionnel sur toutes les informations (techniques, financières ou organisationnelles) et documents auxquels il aurait accès dans le cadre de l'exécution du présent marché.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces dispositions par son personnel, préposé et éventuel sous-traitant.

En cas de violation de cette obligation et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, le contrat pourra être résilié aux torts du titulaire sans aucune possibilité de dédommagement.

14. Sous-traitance

Le titulaire du marché peut dans les conditions **des articles L.2193-1 à L2193-9 du code de la commande publique** sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, à conditions d'avoir obtenu de l'acheteur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement. La sous-traitance ne peut porter que sur les prestations.

Conformément aux dispositions de l'**article R.2193-1 du code de la commande publique**, l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement sont demandés dans les conditions suivantes :

- La nature des prestations sous-traitées,
- Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé,
- Le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant
- Les conditions de paiement prévues par le projet de marché de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;

- Le cas échéant, les capacités du sous-traitant sur lesquelles le candidat s'appuie

Le titulaire devra également remettre une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés.

Lorsque le montant du marché de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 € TTC, le sous-traitant dûment agréé est payé directement pour la partie du marché dont il assure la prestation.

15. Avance

Dans le respect des dispositions des articles L2191-2 et R2191-3 à R2191-19 du Code de la Commande Publique, une avance au taux de 5 % est accordée au titulaire (Option B du CCAG), sauf refus de sa part formulé dans l'acte d'engagement.

Le paiement de l'avance intervient sur présentation d'une demande écrite. Son montant ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire.

16. Résiliation

16.1 Résiliation

Le pouvoir adjudicateur peut mettre fin à l'exécution du marché à tout moment, dans les conditions prévues aux articles 38 à 45 du C.C.A.G.-F.C.S.

Conformément aux articles 41 et 45 du CCAG-FCS, en cas de résiliation pour faute, l'établissement concerné se réserve le droit de s'approvisionner auprès d'un autre fournisseur, tout en faisant supporter l'éventuel surcoût par le titulaire défaillant.

L'établissement concerné peut également prononcer la résiliation du marché pour motif d'intérêt général conformément à l'article 42 du CCAG-FCS.

16.2 Exécution par défaut

Dans l'hypothèse où le titulaire serait dans l'impossibilité d'exécuter tout ou partie de la prestation dans les délais ou conditions prévus au marché, le CHU de Nantes se réserve le droit de s'approvisionner auprès d'un autre fournisseur, tout en faisant supporter l'éventuel surcoût par le titulaire défaillant. Cette mesure s'applique en dehors de toute décision de résiliation.

17. Différents et litiges

Il sera fait application du chapitre 8 du Cahier des Clauses Administratives Générales en cas de litige survenu entre le Titulaire et le Centre Hospitalier Universitaire de Nantes.

18. Clause de réexamen

1) En application des articles R.2194-1 et R.2194-6 1° du code de la commande publique, le marché public pourra être modifié, après accord du CHU de Nantes, lorsque le titulaire initial cède son marché public à un tiers à condition que cette cession n'entraîne pas d'autres modifications substantielles et

ne soit pas effectuée dans le but de soustraire le marché public aux obligations de publicité et de mise en concurrence.

Le nouveau titulaire doit remplir les conditions qui avaient été fixées par l'acheteur pour la participation à la procédure de passation du marché public initial. En cas d'accord du CHU de Nantes, la modification sera formalisée par un avenant ou par une décision de modification unilatérale. En cas de désaccord du CHU de Nantes, le marché public sera résilié aux torts du titulaire initial.

2) En application de l'article R.2194-1 du code de la commande publique, le marché public pourra être modifié, à la demande du CHU de Nantes en tant qu'établissement support du GHT, lorsque l'intégration d'une ou plusieurs prestations d'un ou des membre(s) du GHT 44 est devenue nécessaire et à condition que cette modification n'entraîne pas d'autres modifications substantielles.

En cas d'accord du titulaire du marché public, la modification sera formalisée par un avenant ou par une décision de modification unilatérale du marché.

19. Dérogation au CCAG - FCS

Articles du présent CCAP	Articles du CCAG-FCS auxquels il est dérogé
Article 3	Article 4.2.1 (pièces contractuelles)
Article 6	Article 23 (Garantie)
Article 11	Article 14 (Pénalités)